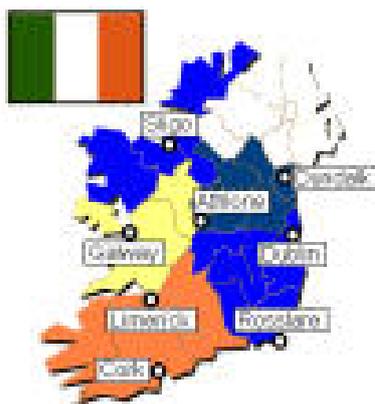


<http://lipietz.net/Defense-de-l-Irlande>

Réduction d'impôts

Défense de l'Irlande

- Député européen (Verts, France) - Économie - Le pacte de stabilité -



Publication date: jeudi 15 février 2001

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Discours des Verts au Parlement européen le 15 février 2001.

Alain Lipietz (Verts/ALE)

Madame la Présidente, Monsieur le Commissaire, en tant que fédéralistes, les Verts n'ont pas d'objection de principe à ce que l'Europe ait un avis sur la politique menée dans les différents pays.

Cela dit, nous avons partagé et nous partageons toujours l'inquiétude des petits pays devant les excès auxquels pourrait conduire une trop grande arrogance de la part des autorités supérieures ou des grands pays.

De ce point de vue, la décision de la Commission, qui pour la première fois exerce son droit de proposer une réprimande à propos de ce cas particulier de l'Irlande, nous paraît extrêmement peu fondée et en tout cas d'une insigne maladresse par rapport à toutes les voix eurosceptiques qui critiquent l'intégration européenne.

Elle nous paraît extrêmement infondée, premièrement, parce que l'excès d'inflation irlandaise, qui est clair, peut tout aussi bien être rapporté à la nature spécifique de l'économie irlandaise, qui importe non seulement son pétrole, mais aussi l'essentiel de ses pièces détachées de deux pays, les États-Unis et le Royaume-Uni, qui ont considérablement réévalué leur monnaie par rapport à l'euro au cours des dernières années.

Deuxièmement, parce qu'il n'est pas du tout prouvé que le budget 2001 de l'Irlande soit "procyclique" : le trou d'air américain, la dépression américaine risquent de le rendre au contraire extrêmement "contracyclique".

Troisièmement, en admettant que la réduction des impôts prélevés par l'État irlandais soit excessive, il aurait fallu soulever le problème quand, pendant des années, ce pays a pratiqué un dumping fiscal en abaissant l'impôt sur les entreprises, attirant ainsi à lui des entreprises du continent.

Il est tout à fait stupéfiant que cette critique soit soulevée quand la baisse des impôts concerne non plus les entreprises, mais les citoyens.

Voir la [présentation](#) de la situation.